DAKAR, Sénégal, 27 avril (Infosplusgabon) - Au Sénégal, 9 travailleurs sur 10 sont payés en espèces et exclus de toute assurance maladie. Ce sont surtout des temporaires. Cette situation offre de réelles opportunités d'innovation financière et d'inclusion sociale.

En effet, 77% des travailleurs temporaires interrogés seraient prêts à accepter des paiements électroniques si cela leur donnait accès à une assurance maladie ou d'autres services à forte valeur ajoutée. C'est un des constats majeurs de la publication lancée ce jour par le Sénégal, avec le soutien de Better Than Cash Alliance (Nations Unies), la Banque mondiale et l'Agence Nationale des Statistiques et de la Démographie.

Le paiement électronique stimule la production et la consommation à l'échelle nationale. Par exemple, si 50% des temporaires sénégalais étaient payés sur un compte bancaire ou mobile, cela ajouterait plus de 45 milliards de francs CFA additionnels au PIB par an (environ 80 millions de dollars USD). Le paiement électronique des travailleurs ouvre des perspectives supplémentaires dans de nombreux domaines. Il accélère l'inclusion digitale et financière de la population, accroît la compétitivité pour les entreprises, augmente la liquidité pour le système financier. Afin de débloquent l'ensemble de ces potentiels, l'Agence de Développement des PME (ADPME) va renforcer son fonds d'appui aux PME grâce à un apport additionnel de la Banque mondiale de 20 millions de dollars (environ 11 milliards de francs CFA). Ces fonds visent à renforcer les initiatives de numérisation des PME, y compris pour soutenir leurs projets de paiements électroniques des travailleurs.

Un leadership régional s'élève en faveur des paiements numériques des travailleurs

Le Président Macky SALL du Sénégal et la Reine Máxima des Pays-Bas, en qualité de Mandataire spéciale du Secrétaire Générale des Nations Unies pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement (UNSGSA), ont lancé un appel à

leurs pairs, au secteur privé et la société civile en les invitant dans leur avant-propos à : « utiliser ce rapport pour garantir que les paiements numériques soient au centre d'une reprise durable et équitable ». « Notre engagement reste entier pour agir ensemble à l'avancement de l'agenda pour une reprise inclusive » ont ajouté les deux leaders. Afin de montrer l'exemple, en fin 2020, le Président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, avait lui aussi décrété la numérisation des paiements des travailleurs de l'administration burkinabé. Dès l'apparition de la crise de la COVID dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la BCEAO avait réagi avec des décisions visant à réduire la circulation du cash dans les 8 pays. Ces actions ont eu des impacts concrets qui commencent à changer la vie des entreprises et des travailleurs.

Numériser les paiements et faire progresser la couverture maladie universelle

Si recevoir un salaire est souvent synonyme de cotisations à une assurance maladie, à l'échelle mondiale au moins 61 % des travailleurs sont dans l'informel sans aucune assurance adéquate d'après l'Organisation International du Travail (OIT). En effet, en fonction des pays, il n'existe pas toujours d'obligation légale pour que les employeurs cotisent à une quelconque assurance pour leurs travailleurs informels – non salariés, une situation dont les femmes souffrent que les hommes.

Pour relever ce challenge d'inclusion, l'Agence Nationale de la Couverture Maladie Universelle du Sénégal a déployé une ambitieuse plateforme de paiements digitaux. Elle a noué des partenariats avec des fintechs et les entreprises privées, pour associer l'accès à la couverture maladie universelle (CMU) aux paiements numériques – avec un ciblage spécifique pour les femmes. Des champions nationaux comme le géant agricole SODAGRI ou encore les PME QUALIOCEAN et KOSSAM SDE montrent l'exemple, par l'enrôlement de leurs travailleurs temporaires à la CMU. Ce sont ainsi plus de 200.000 travailleurs qui accéderont désormais à des soins de santé de qualité subventionnés par l'État sénégalais.

Si 81 % des entreprises nationales ont moins de 20 salariés, elles emploient en moyenne des centaines voire des milliers de travailleurs temporaires dans leurs chaînes d'approvisionnements. Les salariés sont généralement bancarisés, mais 93 % des contrats précaires sont payés en espèces. Ce sont ces derniers qui sont systématiquement exclus du système de santé formel.

Réussir le pari de la transition aux paiements électroniques

Trois obstacles ont limité la numérisation des paiements en Afrique : la taille du secteur informel pouvant atteindre 90 % de l'économie, le taux d'inclusion financière historiquement faible et, surtout, le fait que 21 % des travailleurs africains touchent une paie qui les maintient sous le seuil de pauvreté.

Tout cela a fortement évolué, l'inclusion financière a bondi depuis 2010 avec l'arrivée des émetteurs de monnaies électroniques et les fintech.

La Compagnie Sucrière du Sénégal, premier employeur privé du pays, a réussi le pari de numériser les paiements de près de 8.000 travailleurs grâce à un partenariat avec des fintech locales. « Nous voulions une numérisation des paiements sans la bancarisation, qui n'est pas adaptée à ces populations à faibles revenus » avait déjà fait remarquer Claude Fizaine, le Secrétaire Général de la société dans une interview à un media africain. Il avait également indiqué « pour les employeurs, les avantages sont d'éviter les contraintes relatives à la gestion de quantités importantes de cash, ainsi que toutes les dérives qui peuvent se greffer à sa distribution. De plus, cela permet d'offrir aux employés concernés des outils adaptés à leur situation financière et familiale, ce qui ne peut qu'avoir des répercussions positives sur leurs vies personnelle et professionnelle ».

Les innovations de l'UEMOA devraient continuer à inspirer le reste de l'Afrique. Depuis 2012, elle est la locomotive du continent en matière de croissance et de stabilité économique. Les exemples du Sénégal et de ses voisins renforcent l'agenda global de l'OIT qui pourrait bien faire des paiements électroniques des travailleurs un nouveau standard mondial pour la promotion du travail décent. (Distribué par APO Group pour Better Than Cash Alliance).

FIN/ INFOSPLUSGABON/OPK/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon